

L'ETRE S'ACHETEE

LA démagogie mendésiste coule à pleins bords dans le domaine de la jeunesse. M. Mendès-France multiplie les discours, les lettres, les entrevues...

Assez curieusement, « l'opération jeune » a commencé par une lettre de Mendès au quotidien sportif « L'Equipe », porte-parole du sport professionnel...

Mais au moment même où Mendès affectait ainsi tant de sollicitude pour la jeunesse, la réalité de la situation faite à celle-ci est une bourgeoisie décadente incapable d'assurer une quelconque expansion sérieuse...

D'abord avec la rentrée scolaire. Année après année, le scandale des conditions inavouables dans lesquelles l'Etat distribue son enseignement...

Classes surchargées, locaux en ruines, personnels mal payés et en nombre insuffisant, les bâtiments d'anciens droits, maîtres et parents d'élèves ont manifesté en commun leur colère...

Au lycée Turgot, à Paris, 2.000 élèves se partagent 38 salles, la cour de récréation octroie 0,33 m² à chaque élève.

Un collège de Lens construit pour 250 élèves, 1.002 s'entassent aujourd'hui dans 24 salles dont 13 sont imprimées à l'enseignement parce que malpropres et d'entretien défectueux...

Un peu partout on fait classe dans les couloirs, les réfectoires et les dortoirs, les élèves s'assoient à trois par table de deux ou prennent place sur l'estrade...

A Paris la seule école primaire qui avait été complètement détruite par un bombardement pendant la guerre, n'est toujours pas reconstruite.

On pourrait poursuivre des heures durant cette liste énumération.

Or en même temps, le gouvernement dépose son projet de budget. Il mesure l'exacte efficacité de l'équipe Mendès-France. Les maigres augmentations de crédits dont bénéficie le budget de l'Éducation Nationale ne suffiront pas d'ici la rentrée de 1955 à compenser l'accroissement prévu des effectifs...

Le tuteur laïque de l'équipe Mendès-France est la seule solution qu'une bourgeoisie infirmement cavalière. Reniant son passé et les luttes antérieures de sa jeunesse, la bourgeoisie et son gouvernement ont consenti de régler le problème scolaire en faisant largement appel aux initiatives « privées ».

— la remise de ce qu'il reste de la formation professionnelle et d'une bonne part de l'enseignement technique au patronat et à ses organismes;

Un lecteur nous écrit...

DEVANT une assistance qu'on peut évaluer à 1.500 travailleurs et n'emplantant qu'à moitié le Bourso du Travail, Marcel Servin, secrétaire du PCF, a expliqué pourquoi l'important de se dresser contre la ratification des accords de Londres.

Jean Cagne, député du Rhône, précède Servin à la tribune et cite l'exemple des quelques entreprises où il a pu constater qu'il est assez possible « d'arracher » ces derniers temps à 8 fr. (sic) d'augmentation horaire. Il s'efforce de faire croire à des luttes orléantines à succès d'une importance. L'on mesure la portée de ces affirmations lorsque l'on sait qu'à la SW — brille l'annonce groupant plusieurs centaines de travailleurs, 32 mineurs viennent d'entrer dans leur troisième semaine de grève, continuant isolés un combat à peine appuyés d'un mouvement de solidarité sans lendemain... Peut-être aurons nous bientôt une nouvelle « tactique » recommandant non plus cette fois les débrayages industriels par industrie, mais des actions revendicatives étalées par atelier à l'intérieur d'une même usine ? Naturellement Cagne signale que ces mouvements se sont produits et pour les salaires et contre le réarmement allemand.

Servin prend alors le micro pour prévenir charitablement Mendès-France que la classe ouvrière et le peuple de France ne sauraient suivre plus longtemps un gouvernement menant une politique qui méconnaît le rang de grande puissance de la France, permettant à Krupp d'avoir des visées « sur l'Afrique ». Masquant ainsi la vérité des superprofits que la France « grande puissance » se taille sur le dos des peuples coloniaux, le remplaçant de Lacomar fait alors allusion à une visite à l'ennemi allemand qui a permis le militairement allemand, rappelle notamment l'exemple de François Ter cherchant l'alliance du Sultan Selman II pour s'opposer à Charles V, sans oublier l'alliance contractée entre la République et le tsar Nicolas II.

Après ça on peut tirer l'échelle...

IL Y A TRENTE SEPT ANS

L'impérialisme

OCTOBRE 1917 : sous la direction du Parti bolchévique, le prolétariat s'empare du pouvoir. L'Etat tsariste s'effondre sous les coups des ouvriers et paysans armés. A sa place se dresse le pouvoir des Soviets, distants des anciennes classes dirigeantes, démocratique pour les travailleurs qui exercent directement le pouvoir.

Suffit-il d'écarter le joug de l'impérialisme, par « fidélité à la tradition », d'insérer un article commémoratif parlant de tout, sauf du véritable Octobre ? Cela doit être facile, si l'on en juge par les articles de « L'humanité » ou les affiches du Parti Communiste qui ne mentionnent même pas le nom de Lénine...

Octobre 1917, c'est d'abord la prise du pouvoir par le prolétariat. C'est l'affirmation, et la preuve qu'une seule classe porte en elle l'avenir de l'humanité, posséder la capacité de le résoudre et de mettre fin au sanglant gâchis des crises et des guerres, de la barbarie capitaliste. Octobre 1917, c'est la preuve que dans un pays qui compte une écrasante majorité de paysans, une seule classe est capable de les libérer de la domination de l'aristocratie foncière : le prolétariat.

C'est la preuve que la bourgeoisie indienne d'un pays libéré ne peut pas assurer l'indépendance nationale, parce qu'indissolublement liée à l'impérialisme, elle ne fait mine de le combattre que pour mieux en poursuivre l'exploitation des ouvriers et des paysans.

Octobre 1917, c'est la faillite des conciliateurs, des apôtres de la « révolution pacifique », qui ont voulu faire de chaque chose en son temps — pour qui la situation n'est jamais révolutionnaire — et conseillent de commencer par apporter le pouvoir à l'ouvrier, la terre au paysan, la paix à tous les travailleurs, non par la conciliation, mais par la lutte révolutionnaire. Octobre 1917 enseigne aux travailleurs des pays semi-coloniaux et coloniaux, aux ouvriers et paysans d'Asie, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Amérique Latine, la stratégie de la victoire, la lutte de tous les opprimés contre la bourgeoisie nationale et l'impérialisme international sous la direction du prolétariat.

Octobre 1917 montre la voie aux travailleurs victorieux d'Octobre, de Brésil à l'Algérie, de l'Iran au Viet-Nam : c'est leur Octobre, avec celui du prolétariat des grands pays capitalistes, qui bravera les reims de l'impérialisme criminel.

IL FAUT UN PARTI

Mais Octobre 1917 ne nous montre pas seulement la voie. Il nous enseigne le moyen de parcourir victorieusement cette voie, qui mène au pouvoir. Avant Octobre 1917, le prolétariat a déjà tenté les mains vers le pouvoir. Ce sont les canuts lyonnais, qui, en 1831, ont culbuté le roi de France, les chasse-troupes et fonctionnaires, puis l'armée, le pouvoir, faute de savoir qu'en faire. Ce sont les Communards, qui ont voulu, qui ont su le prendre, mais qui ne l'ont pas fait d'avoir, d'aller derrière eux tous les opprimés, et surtout d'avoir su se donner l'organisation qui aurait rendu leur force irrésistible. La victoire d'Octobre 1917, c'est la force du prolétariat qui a su organiser son parti, un parti qui représente sa volonté révolutionnaire, qui pénètre intimement les masses et dont la direction par cette étroite liaison, par la compréhension marxiste des événements de la lutte des classes, est à même de répondre coup pour coup à la bourgeoisie.

dont l'organisation centralisée permet de coordonner la pression révolutionnaire des masses avec une stratégie ouverte orientée vers le pouvoir.

Octobre 1917, ce ne sont pas des chefs militaires à la remorque, émérites, cherchant désespérément des alliés bourgeois, protestant de la légalité de leurs intentions, de leurs sentiments patriotiques et de leur béate volonté de paix. C'est un Etat Major qui marche fermement, clairement, vers la prise du pouvoir, démasque impitoyablement les policiers capitalistes et les conciliateurs, dont les militants, dans les masses, ne rudent point, ne cachent rien, mais exécutent, éduquent leurs camarades dans la lutte quotidienne, tout en proclamant au grand jour leur but. La Révolution Proletarienne, et en brandissant leur drapeau, le drapeau rouge des travailleurs. Octobre 1917, c'est le Parti Révolutionnaire dirigeant la lutte des travailleurs, assurant la victoire du prolétariat, parce que c'est elle qui est son but et sa raison d'être.

Octobre 1954 : les dirigeants socialistes manquant d'initiative, ont demandé au ministre de défense capitaliste Mendès-France ; les dirigeants communistes du PCF cherchent des alliés bourgeois contre le réarmement allemand. Non seulement ils ne préparent pas la révolution, mais, par tous les moyens ils s'efforcent de freiner une mobilisation des masses syndicales, de la révolution. Ils agissent dans le sens de la contre-révolution. Les socialistes acceptent que Mendès-France les sollicite pour « élargir la base de son gouvernement dans les paysans... » Les dirigeants PCF d'indignes conseils à la bourgeoisie colonialiste et « L'humanité » du 3 Novembre écrit : « La Terreur n'est pas une solution », alors que le terreur est une solution, celle de la bourgeoisie contre la révolution, et que la seule alternative est : terreur impérialiste ou victoire des opprimés par la lutte révolutionnaire. En réalité ces dirigeants connaissent fort bien les leçons d'Octobre 1917, c'est pourquoi ils les redoutent et les combattent comme la peste. L'exclusion du PCF du seuil d'union géant lié à la lutte de la Révolution Russe, André MARTY. Mais pour effacer les leçons d'Octobre, il faudrait encore d'autres exclusions, des milliers de milliers d'exclusions. Les militants ouvriers ne se laisseront pas faire ; dans leur lutte quotidienne, dans leurs luttes syndicales, contre l'impérialisme, ils agissent dans les directions traahées, ils imposent les solutions révolutionnaires, les leçons d'Octobre 1917, la formation du parti révolutionnaire et la lutte pour la victoire.

Ainsi, dans les faits, se trouve réalisé le rôle assigné par les dirigeants bolchéviques, par Lénine et Trotsky à la Révolution d'Octobre 1917 : celui de la première étape de la Révolution Socialiste Mondiale victorieuse.

P. BRABANT.

Lire dans notre prochain n°

- ★ Une étude de notre correspondant en Allemagne « OU EN EST LE PROLETARIAT ALLEMAND ? »
★ Un article de GUILLERMO LORA sur la situation en Bolivie (reproduit de MASAS, n° de novembre 1954).

BRIGITTE GERLAND AU CERCLE LENINE

LA reprise annuelle de son activité a permis au Cercle Lenine de connaître un vif succès à sa conférence du 5 novembre.

Dans la salle de la Mutualité, réduite par la présence de centaines de camarades qui s'y pressaient, la militante Brigitte Gerland rapportait de son séjour de sept ans dans les camps soviétiques un témoignage poignant.

J. Cassou et L. Schwartz, empêchés au dernier moment d'assister à la présidence de la réunion, avaient tenu à se faire excuser.

Il appartenait à Chéramy de présenter la conférence, rappelant la légitimité de cette action et soulignant dans l'activité révolutionnaire clandestine, malgré la terreur nazie.

Outre tous les faiseurs de système, Brigitte Gerland démontra d'abord concrètement en quoi les camps soviétiques diffèrent des camps nazis, des camps hitlériens. Leur but principal n'est pas d'obtenir par le travail forcé une main-d'œuvre à bas marché indispensable à la réalisation du Plan. Ce sont d'immenses isolateurs où sont envoyés tous ceux qui peuvent présenter le moindre danger à la domination hitlérienne, unaniment mécontent de son sort.

Ortes, Staline, en prostituant l'idée même du communisme, a refoulé une grande partie des opposants dans des conceptions réactionnaires du communisme, qui méconnaissent le mysticisme réactionnaire au nationaliste fanatique anti-russes.

DES MILITANTS COMMUNISTES NOUS ECRIVENT

Haro sur la Fédération du Doubs

TOUT ne va pas pour le mieux dans la Fédération du Doubs et du Territoire de Belfort.

Dans « France nouvelle » du 28-3-54, le secrétaire du P.C.F. répond par une lettre ouverte à tous les militants communistes de la région qui ne sont pas d'accord avec l'abstention des députés du parti, sur les projets économiques et financiers de Mendès-France.

Pourquoi cette fédération a-t-elle été choisie plutôt qu'une autre ? La réponse du secrétaire dit en effet qu'il ne faut pas se laisser impressionner par son « incompréhension ». Ce qu'on aurait deviné !

Dans par le Doubs-Territoire de Belfort, qui étend sur une région industrielle, n'est pas une région aussi fortement influencée par le parti. La fédération n'y a pas la même importance relative que celle du Doubs et du Territoire de Belfort, à la Seine, par exemple. La fédération « arriérée » sert de tête de Turc !

D'autre part, dans cette fédération, certains députés ont voté la lettre du secrétaire et, bien avant cette lettre, étaient d'accord avec la position de la direction du parti. En effet, dans le n° 353, du 21 août, quelques jours après l'envoi de la lettre, Hautenuve, membre du bureau fédéral et du secrétariat de la section d'Althoum (Belfort), cite au exemple les « résultats extraordinaires » obtenus par eux.

Mais Marcel Servin, dans le n° du 10 octobre de « France nouvelle », sous le titre « Le mal dont nous souffrons », consacre un paragraphe entier à dénoncer la rumeur de Paugnot-Rochaux, qui n'a rien réalisé depuis le 21 août.

Le secrétaire du Parti, par cette façon de procéder, montre aux autres fédérations — car l'épuration des membres du parti est une tâche qui fait aucun doute — les risques qu'ils courent à vouloir discuter, à ne pas accepter « avec enthousiasme » les décisions de la direction. En effet, la discussion dans le parti, telle est la volonté du secrétaire, volonté d'autant plus grande que du soutien inconditionnel de la direction. Elle passe au soutien critique, et que les questions les plus gênantes peuvent surgir !

La série des neuf articles de BRIGITTE GERLAND

(commencée dans l'avant-dernier n° de LA VERITE et à suivre) ... 150 Fr.

En timbres ou par virement au : C.C.P. : SPEL, 6032-01, Paris.

L'U.R.S.S. A SES BANDES

NULLE part la théorie selon laquelle l'homme est bon par nature et se corrompt sous l'action de son milieu ne trouve de confirmation aussi éclatante que dans le monde des délinquants soviétiques. Sans exagérer, on peut dire que trois quarts des dangereux bandits professionnels qui dominent les rues et les campagnes, devenus des hommes utiles à quelque chose.

Les fameux chefs de brigands ont presque tous passé leur jeunesse dans les bandes de Espirionniki qui, par milliers, après la guerre civile, recrutaient dans les camps et les prisons, dans les rues, dans les camps, à l'aide du feu, dans les camps, ils font se dresser sur la tête les cheuvs de l'auditeur d'Europe centrale, qui n'a pourtant pas été spécialement gâté par la guerre et l'après-guerre. Malheureusement, on ne peut considérer ces bandes d'enfants sans abri, qui volent et tuent, de l'U.R.S.S. comme des hommes à qui on ne peut rien reprocher de plus compréhensible des bouleversements extrêmes apportés dans un pays par la guerre, la révolution et la guerre civile, car, en l'an de grâce 1953 aussi, il ne manquait pas de bandits-enfants dans les républiques soviétiques. Cependant, tandis qu'après la guerre civile on déployait tous les efforts pour ramener au moins une partie de ces malheureux petits vagabonds sauvages, à l'aide des plus grands soins, à une vie digne d'être vécue, on attrape aujourd'hui ces aînés, exclus de la société des leur naissance, comme de jeunes chiens, on les enferme dans les prisons et, finalement, on les envoie dans les camps de rééducation, où ils sont traités comme voleurs et des prostituées, faire de véritables études supérieures et crimes.

Certes, aujourd'hui encore, la misère des enfants sans abri qui sont contraints de voler et de piller pour ne pas mourir de faim est une suite des terribles dévastations de la guerre, mais cela ne doit pas servir à excuser le gouvernement soviétique à faire tout ce qui est humainement possible pour ces innocentes victimes de Hitler. Mais il n'y a pour un tel travail ni argent ni temps, et ceux qui sont sauvés ne le doivent qu'à un grand amour des femmes soviétiques, qui ont en général elles-mêmes souffert de la guerre, et qui ont recueilli ces petits êtres abandonnés sur les routes, quand leur budget le plus souvent si réduit le leur permet.

Quant aux autres, ils sont livrés sans issue possible à l'engrenage de l'employabilité justice soviétique. Dans l'Etat « le plus avancé du monde », on ne connaît plus, depuis que la dictature stalinienne s'est mise à saper toutes les conquêtes de la révolution, de tribunaux pour enfants. Le délinquant a-t-il plus de douze ans, il doit alors répondre entièrement de son crime. Même si, poussé par la faim, il n'a chipé que du pain ou quelques pommes de terre, n'y a-t-il pour lui aucun excusant, et on lui applique les mêmes mesures qu'à l'adulte. C'est alors pour la victime le commencement d'un terrible cercle vicieux qui ne s'achève le plus souvent qu'avec la mort. Même les fréquentes amnisties pour les jeunes ne changent rien à ce destin.

Formation des brigands

Dans les prisons et les camps de l'U.R.S.S., j'ai souvent rencontré des adolescents, garçons ou filles, qui bien qu'ayant pas plus de quinze ou seize ans, ont l'air d'être de véritables adultes. Pourquoi ? Toujours le même histoire : à douze ans un petit vol, puis les autres, les cinq premières années. Au bout d'un an, les voilà amnistiés, c'est-à-dire jetés à la rue sans la moindre possibilité d'apprendre quelque chose, puisqu'on n'accueille pas les délinquants dans les écoles, écoles ou instituts, qu'on ne leur permet même pas de s'établir dans une grande ville, où ils trouveraient de meilleurs emplois, mais qu'on les envoie dans les régions les plus reculées, les plus

Nous poursuivons ci-dessous le pub

« MA VIE DANS LES CAMP MILITAIRE DU P.C. ALLEMAND, qui revient à dans les régions de déportation »

inhospitalières du grand nord et de l'extrême-orient. Les conditions de vie dans ces soi-disant « colonies pénitentes » dans les camps. Mais pour ce encore, qu'on souhaite reléguer là-bas pour être leur regard, c'est tout simplement invivable. Au suivaient-ils pas l'appel des recruteurs pour Kolyas, essayaient de disparaître dans les grandes villes. Ce cependant réussir qu'avec l'aide de camarades façon le « retour à la vie » aboutit très rapidement à une carrière commence, où les débuts consistent et qui sera jalonnée par la prison et les camps turément que brutalement. Car le « Biatnoy »

« Les honnêtes »

Ces « Biatnoy » si célèbres et de sinistre réputation n'ont pas les apaches français, ni dans les gangsters américains. Dans leurs loirs, il s'agit à la recherche de la vie, dans la langueur, sans associé souvent avec une protestation politique tr sans scrupules qui ne recule devant aucun violé à tous les sacrifices.

L'origine du mot « Biatnoy » n'a pu jusqu'ici équivalent ni dans les apaches français, ni dans les gangsters américains. Dans leurs loirs, il s'agit à la recherche de la vie, dans la langueur, sans associé souvent avec une protestation politique tr sans scrupules qui ne recule devant aucun violé à tous les sacrifices. L'origine du mot « Biatnoy » n'a pu jusqu'ici équivalent ni dans les apaches français, ni dans les gangsters américains. Dans leurs loirs, il s'agit à la recherche de la vie, dans la langueur, sans associé souvent avec une protestation politique tr sans scrupules qui ne recule devant aucun violé à tous les sacrifices.

★ SUR LE FRONT OUVRIER ★

L'unité d'action fera échec à l'homme du poisson d'avril

L a presse de ce lundi 8 novembre 1954 ne nous a pas dit quel était le nombre de travailleurs venus écouter à Watrellos Mendès-France, président du conseil. La discrétion des agences de presse ne peut qu'atténuer car les problèmes abordés par « l'homme-poisson » de la bourgeoisie française ne manquaient pas d'intérêt pour les travailleurs : il s'agissait de la question des salaires. Ou peut-être l'assistance était-elle peu dense que la signalétique aurait démontré que le bluff Mendès-France commence à se dégonfler, lentement mais sûrement ?

Quoi qu'il en soit, nombreux ou non, c'est aux travailleurs que Mendès s'est adressé. Il leur a dit : « peu près cent ». En octobre j'ai fait tout ce que j'ai pu... et je ne vous ai rien donné. Ne perdez pas pour autant tout espoir. Nous nous reverrons en avril et je ferai tout ce que je pourrai. Il s'empresse de préciser : Je ne vous dis pas « attendez, nous verrons plus tard... ». Et cette directive est donnée - discutée avec les patrons.

Autrement dit, Mendès-France, représentant le plus autorisé des patrons français, se refuse à donner quoi que ce soit aux travailleurs et les invite à aller trouver... précisément ceux qui lui donnent des ordres.

Sur quoi Mendès-France conclut « que ne seront plus tolérés les salaires inférieurs au minimum garanti ». Cette affirmation appelle deux remarques. D'une part elle reconnaît implicitement que les patrons, dans les questions de salaires, respectent la légalité, et, d'autre part, qu'ils sont bien décidés à continuer.

Parallèlement à ces discours de Watrellos, Mendès-France donne aux fonctionnaires à l'Indice 110 une augmentation de soixante-cinq francs par mois.

Dans une telle situation, il est bien normal que les discussions qui se déroulent actuellement entre représentants patronaux et syndicaux, en particulier dans la métallurgie, n'aboutissent à rien. Non seulement les patrons se sentent fort du soutien gouvernemental, mais celui-ci donne lui-même la mesure des augmentations qui pourraient être consenties.

Le refus intransigeant des patrons d'engager la discussion sur les salaires au moment de la signature des conventions collectives est des derniers mois (Ports et Docks, Métallurgie, Bâtiment) n'était pas simplement destiné à gagner du temps. Il traduisait une politique concertée patrons-gouvernement tendant à n'accepter aucune augmentation des salaires.

En signant ces conventions collectives, les syndicats n'ont pas seulement donné la parole ouvrière à une politique générale d'exploitation patronale, ils ont hypothéqué l'avenir d'une augmentation problématique des salaires.

Toutefois, les jeux ne sont pas faits. Si Mendès-France éprouve le besoin de s'adresser aux travailleurs, ce n'est pas du fait de l'amitié qu'il leur porte, mais de la crainte que leur action lui inspire.

Cette action, elle peut et elle doit se mener. C'est pourquoi les organisations confédérées sont en mesure aujourd'hui, du fait de l'expérience vécue ces six derniers mois, d'en appeler à une confrontation nationale envisageant comment engager la lutte pour l'amélioration des conditions de vie, confort, et surtout, ce qui se voudrait populaire en étant, avant tout, anti-ouvrier.

L'unité d'action réalisée, à tous les échelons des confédérations, et par la mobilisation générale de l'ensemble des travailleurs dans les cadres et les moyens à mettre en œuvre pour arriver au but.

Daniel RENARD

Pas d'augmentation inférieure à 3.000 fr. par mois

La Fédération C.G.T. a écrit aux autres fédérations de Cheminots pour les informer qu'elle était prête à s'entendre avec elles sur des décrets en commun un chiffre d'augmentation qui concerne aux cheminots ; nous exigeons Tournaime.

S'entendre, d'accord. Mais déterminer un chiffre d'augmentation, ce n'est vraiment pas sérieux. Depuis des mois, les cheminots, dans la pénurie, veulent que soient appliqués les 5.166 francs. Voilà le chiffre d'augmentation qui conviendrait aux cheminots, et c'est pour cela qu'il faut se battre, et non pas formuler des revendications « acceptables » par le gouvernement.

Nous ne voulons pas que se renouvelle l'opération de septembre 1953 : une amorce de 1.000 francs pour le cheminot à l'échelle 1, et 1.000 francs à l'échelle 19, comme toujours.

Il est nécessaire que la Fédération C.G.T. fasse des propositions plus concrètes pour la liaison :

Préparer, paritaire avec la Confédération nationale unitaire des Cheminots dans le cadre des Associations nationales de travailleurs syndicale, organisée par toutes les Fédérations de Cheminots sur la base de Comités paritaires à tous les échelons, appuyé par les Comités d'unité d'action, la base, élus démocratiquement par les cheminots.

Herno expliquait dans la « Tribune des Cheminots » du 15 novembre 1953 : « Nous considérons comme souhaitable et possible la tenue d'une grande conférence nationale dans laquelle les cheminots de tous services, de toutes organisations et morganisés viennent librement s'exprimer à une même tribune. »

Tournaime, Laurent, Butet doivent venir s'exprimer devant les cheminots sur les formes d'action à envisager pour la liaison, et nous revendications, à une même tribune. (D'après La Tribune des Cheminots)

L'UNITE S'ETEND

(Suite de la première page.)

Nous nous excusons auprès du Comité de ne pouvoir mentionner toutes les adhésions nouvelles de personnalités et d'organisations qu'à une recensement de place.

A Clermont-Ferrand, un tract de protestation contre la répression en Algérie a été écrit et diffusé en commun par le P.C.I. et par la Fédération Communiste Libertaire.

Les « Comités de Défense Sociale et d'Entrée des Victimes de la Répression » nous communique de leur côté un message de protestation contre la répression en Algérie.

Pas de nouvelle sale guerre

(Suite de la première page.)

lions d'Algérie que l'on proclame français, c'est celui de défilier poliquement, sous la menace policière, les défilés de troupes bourgeoises d'où sortent automatiquement vainqueurs (avec plus de 100 % des voix) les noms des protégés de l'admiral américain.

— La liberté d'opinion ? Sans cesse, depuis des années, la presse nationale d'Algérie est saisie, interdite, suspendue, poursuivie. La pensée libre est un délit, qui vaut aux Algériens d'être emprisonnés arbitrairement, soumis aux supplices les plus raffinés que la police des Renseignements Généraux a repris de la Gestapo et perfectionnés.

Voilà le régime auquel est soumise depuis des années l'Algérie. Si elle connaît vraiment « la liberté d'opinion », c'est-à-dire la liberté de penser, de dire, de faire, elle ne peut que se débattre et se débattre.

Les faits sont bien connus, et personne ne peut les cacher. Mais le cynisme des journalistes appointés du colonialisme n'a pas de bornes :

C'est peut-être pas nouveau, s'écrient-ils, pourquoi ce soulèvement maintenant ? Le peuple algérien n'a pas été provoqué ?

PAS PROVOQUE ?

Compte-t-on pour rien la déportation du dirigeant national algérien Messali Hadj à Niort, au mépris de toute légalité, suivie le mois dernier de son transport aux Sables d'Olonne et d'une nouvelle aggravation de ses conditions de résidence ?

Compte-t-on pour rien le honteux abandon des sinistrés d'Orléansville, laissés sans toit et sans secours, et les entraves apportées au mouvement de solidarité de leurs compatriotes ?

Tout cela, c'était la philosophie de M. Mitterrand, le champion de la « liberté en Afrique du Nord », grand chef de la police et bras droit de Mendès-France. De M. Mitterrand qui avait proclamé : « LA SEULE NEGOCIATION, C'EST LA GUERRE ! »

Au lieu de satisfaire aux aspirations du peuple algérien, il nous a déclaré donc collectivement la guerre.

Il commence par mettre hors la loi le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques, dont il délégitime le chef, le grand chef, le grand chef de nombreux militants. On sait ce que cela signifie ! Le 26 avril 1945 déjà, le préfet de Constantine avait annoncé : « De grandes opérations sont imminentes contre un parti politique qui sera dissous. Onze jours après, le massacre commençait, 45.000 Algériens tombaient sous les

balles et les bombes du gouvernement de la IV^e République.

C'EST LE MEME BAIN DE SANG QUE L'ON PREPARE AUJOURD'HUI.

Déjà soldats, gendarmes et C.R.S. affluents. Les sinistres ratisseurs ont commencé. Avions, tanks et pièces de campagne bombardent et mitraillent à l'aveugle, et les correspondants de presse mentionnent sans émotion les écoles qui ont été détruites, les femmes enceintes et les enfants qui constituent les premières victimes.

TOLERERONS-NOUS CELA ?

Si nous le tolérons, c'est nous, travailleurs français qui en subissons les conséquences au même titre que le peuple algérien.

RAPPELONS-NOUS L'INDOCHINE !

Là aussi, en 1946, on nous promettait une petite opération de police, fraîche et joyeuse. Et ça été la sale guerre, pendant huit ans, avec ses centaines de milliers de victimes.

N'attendons pas huit ans pour reconnaître le droit à l'indépendance du peuple algérien.

PAS DE SALE GUERRE EN ALGERIE

Une seule voie pacifique : reconnaître pleinement le droit à l'indépendance du peuple algérien, comme celui du peuple tunisien ou marocain : lui permettre d'être librement son ASSEMBLEE CONSTITUANTE SOUVERAINE.

Cette solution, il ne faut pas l'attendre de Mendès-France, irrémédiablement lié aux intérêts des trusts et de la colonisation.

ELLE SERA L'ŒUVRE DE LA CLASSE OUVRIERE FRANÇAISE ET D'ELLE SEULE.

Aujourd'hui, Messali Hadj s'adresse au peuple de France. Il appelle à la lutte « pour que nos deux peuples, libérés de toute servitude coloniale et capitaliste, marchent de l'avant vers la liberté, le progrès, la justice, la paix et la solidarité entre les peuples ».

Cette main fraternelle tendue par le peuple d'Algérie, les travailleurs français la saisiront-ils ? Cela dépend en grande partie des organisations ouvrières : Parti Communiste, Parti Socialiste, U.G.T., C.G.T.-F.O. Déjà la puissante fédération de l'Education nationale, au lendemain des événements d'Algérie, proteste contre la répression qui frappe Messali Hadj. Le Comité pour la libération de Messali Hadj est son action. Protests et signatures affluent. Il faut faire plus que cela. Il faut ouvrir organisé doit maintenant entamer l'action de masse pour :

L'ARRÊT de la répression, des expéditions punitives et de tortures, la libération de Messali Hadj et de tous les emprisonnés !

— LE RETRAIT de toutes les forces répressives, le rapatriement du contingent dans la métropole !



Une déclaration de MESSALI HADJ

(Suite de la première page.)

l'école, sans instruction et sans avenir. Notre jeunesse est jetée à la rue sans travail et dans l'impossibilité de créer un foyer.

A ce tableau accablant s'ajoutent les horreurs des bidonvilles, l'humidité, la faim qui tenaille des millions d'enfants, de vieillards et de femmes qui, pour la plupart, ne mangent de la viande que deux ou trois fois par an.

Les musulmans algériens sont profondément indignés de voir que le culte islamique est transformé avec ses cadis, ses muftis et tout leur personnel en agence de propagande au service de l'administration algérienne.

Sur le plan politique, les Algériens, alors qu'ils sont dix fois plus nombreux que la minorité européenne, sont représentés dans les assemblées municipales et générales par des élus dont le nombre est limité aux 2/5 des effectifs deseurs.

La fameuse Assemblée algérienne, fruit de truquages électoraux, n'est, en réalité, qu'un conseil d'administration consacré entièrement aux intérêts de la haute colonisation.

Le statut organique de l'Algérie qui a été imposé au peuple algérien, malgré le rejet unanime de tous les élus musulmans, n'est qu'une duperie, puisque les réformes squelettiques prévues n'ont même pas été appliquées. Les élections municipales, cantonales, les élections à l'Assemblée algérienne et au Parlement français sont plutôt des nominations d'individus gagnés à la cause coloniale qu'une compétition normale.

La répression politique, économique, sociale, culturelle et religieuse est une arme de terreur entre les mains de l'administration qu'elle utilise d'une façon permanente.

Aussi, les persécution, les arrestations, les bastonnades sont-elles chose courante dans le pays. Des militants peuvent être enlevés et conduits dans des maisons d'aveux sponctanés, au mépris des lois qui garantissent le respect de la liberté individuelle.

Ce système de répression et d'enlèvement est destiné à créer la terreur dans le but d'écartier les patriotes des mouvements nationaux.

Le racisme, la discrimination raciale, l'arrogance et le mépris sont les faits auxquels se heurtent quotidiennement tous les Algériens.

Et comme arrière-fond à ce régime de misère et de souffrance, il y a la situation dramatique de l'émigration algérienne en France qui, à son tour, et bien qu'éloignée du sol nation-

nal, est l'objet de mesures d'exception et d'un certain racisme orchestré par la presse réactionnaire et par le patronat.

Ce régime d'exception, d'expropriation et de répression est un fait perenniel et persiste depuis des dizaines d'années.

Pour notre part, il y a plus de vingt ans que nous avons condamné un tel régime attirant d'une façon particulière l'attention du gouvernement pour y mettre fin.

Oui, cela nous l'avons dit, écrit, dénoncé des milliers de fois sans que le gouvernement ait voulu considérer ni entendre nos appels. Bien au contraire, nous avons été malmenés, jetés dans les prisons pour de longues années.

C'est dans cette malheureuse situation où se débat le peuple algérien depuis toujours qu'il faut rechercher les causes de toutes les expositions du passé et des événements qui ont éclaté récemment.

Exproprié, exploité et soumis aux lois d'exception sans jamais être écouté ni respecté, l'Algérien explose parce qu'il voit toutes les portes se fermer devant lui.

De telles expositions sont le résultat de cette politique coloniale contre laquelle le peuple algérien ne cesse de crier depuis les premiers jours de l'occupation.

Nous l'avons dit en d'autres temps, et nous le répétons aujourd'hui, que c'est en mettant fin à ce régime, en faisant droit aux aspirations de notre peuple qu'on mettra fin à ces exploitations qui ne sont, en vérité, que des réactions humaines et des actes de désespoir. C'est là qu'est le remède. Il faut avoir le courage de le regarder en face pour apporter une solution juste, humaine, logique aux réalités algériennes.

Telle a été notre lutte dans le passé, telle elle sera demain et toujours.

Aussi, fidèle à notre passé et à nos rapports de sympathie avec le peuple français et sa classe ouvrière, nous demandons aujourd'hui de tendre une main fraternelle au peuple algérien, qui actuellement supporte une rude répression dans tout le pays.

Hier comme aujourd'hui, nous continuerons à ouvrir de façon ce que l'amitié qui lie les travailleurs algériens au peuple français se développe dans la lutte pour que nos deux peuples libres de toute servitude coloniale et capitaliste, marchent de l'avant vers la liberté, le progrès, la justice, la paix et la solidarité entre les peuples.

MESSALI HADJ, proscrit politique.

Fait et jour aux Sables d'Olonne 8 novembre 1954.

LE BAGNET MENDES-FAURE LE BLUFF EST FINI

(Suite de la première page.)

partait du niveau relativement bas où nous étions descendus en 1953... Il va devoir être plus difficile d'augmenter rapidement la production.

Mendès-France devait, parait-il, selon des termes à la mode, choisir entre les charges productives et les productives. Mais il est obligé de maintenir un budget militaire très élevé pour défendre nos positions militaires américaines, donc du corps expéditionnaire reste en Indochine et un envoi de plus en plus de troupes en Afrique du Nord.

Nous apprendrions même que le chiffre avancé pour le budget militaire (890 milliards) dépend en définitive de l'aide américaine et du corps expéditionnaire en Indochine. Les sommes envoyées à Washington de Mendès-France. Si l'on tient compte du coût des opérations en Afrique du Nord, on peut estimer que les 80 milliards de réduction par rapport au budget 1954, sont assez décevantes.

Venons-en maintenant aux « concessions » de Mendès-France. Les travailleurs se sont vite rendu compte que ces concessions étaient peu de chose. Les fonctionnaires en particulier, par l'intermédiaire de leurs organisations ont manifesté leur contentement. La Fédération autonome des fonctionnaires déclare que les décisions gouvernementales « méconnaissent gravement les besoins vitaux et toujours plus urgents de la classe moyenne française ».

Mais ce qui donne d'une main, il le reprend de l'autre presque aussitôt. Les mesures tendent à continuer à améliorer la situation économique en fait à concentrer de plus en plus les richesses dans un petit nombre de mains. Le développement de l'industrie et de la maintenance du prêt d'exportation, la diminution du prêt d'exportation, la diminution de cadeaux faits aux classes dirigeantes françaises.

On comprend les hésitations des leaders socialistes devant les offres de participation faites par Mendès-

France, leur participation les compromettent encore un peu plus aux yeux de la classe ouvrière, qui le programme « hardi » de Mendès-France est totalement étranger.

Messali Hadj

(Suite de la première page.)

En 1939, le gouvernement de l'époque présidé par M. Daladier envole à Messali emprisonné, des émissaires pour lui demander de capituler devant l'impérialisme.

Messali répond : « Libérez mes amis, abrogez vos mesures illégales contre le PPA ».

Messali reste en prison.

En 1941, c'est le gouvernement de Vichy qui reprend à son compte la manœuvre de Daladier.

En 1943, c'est au tour du gouvernement de Gaule. La réponse de Messali est la même : l'indépendance de l'Algérie.

Messali reste en prison !

Les hommes politiques de la bourgeoisie, ses journalistes, tentent à nouveau de faire croire que le dirigeant du Mouvement National est opposé au peuple français.

Mais aucun d'entre eux n'osera porter à la connaissance des travailleurs de ce pays, les données matérielles, dans le noir et le secret des prisons : Messali, tu es sur la bonne voie. Dans mon cœur de Française, je sens qu'il n'y a pas de frontière pour la liberté. Par suite, la tombe de celle qui fut mon épouse, je m'adresse au peuple algérien et je lui dis : « Vois, il y a des Français, travailleurs, qui luttent contre les oppresseurs. Par delà la tombe de celle qui fut mon épouse, je m'adresse aux peuples algérien et tunisien. Si leur dit de nous construire une société plus humaine, plus juste, où la liberté ne sera pas un vain mot ».

12 novembre, les fonctionnaires, tous les fonctionnaires, ont organisé une grève de deux heures. La Fédération F.O. des P.T.T. propose une grève de 24 heures. L'U.G.T.F.-C.G.T. déclare que la grève de vendredi n'est que le prélude d'une action plus large.

Les dirigeants ne pourront pas contenir indéfiniment la volonté des travailleurs d'une action générale de tous les syndicats et de toutes les corporations — même si Molotov et Krouchtchev, par un gouvernement amical pendant quarante minutes avec M. Jozé, ambassadeur de France.

Après l'expérience Mendès, aucun doute ne subsiste plus dans l'esprit des travailleurs quant à l'enjeu des corporations — même si Molotov et Krouchtchev, par un gouvernement amical pendant quarante minutes avec M. Jozé, ambassadeur de France.

Après l'expérience Mendès, aucun doute ne subsiste plus dans l'esprit des travailleurs quant à l'enjeu des corporations — même si Molotov et Krouchtchev, par un gouvernement amical pendant quarante minutes avec M. Jozé, ambassadeur de France.

Les fonctionnaires attendaient octobre. Les augmentations décidées par le gouvernement s'élevaient à 177 francs par mois pour l'auxiliaire à l'indice 110 ; 2842 francs par mois pour le fonctionnaire à l'indice 300.

Les indices 110 à 300 représentant la quasi-totalité des petites et moyennes catégories.

A l'indice 600 Mendès-France octroie une augmentation mensuelle de 14.851 et à l'indice 800, 16.825 francs par mois.

L'éloquence de ces chiffres se passent de commentaires. Les travailleurs n'attendent pas le poison d'avril pour monter au bivouac qui préside le ministère qu'ont 53 resté vivant.

Le gérant : Fontanel.

Société Parisienne d'Impressions 4, Rue Saunier — PARIS (IX^e)